



LETTRE OUVERTE

Céline VERZELETTI, Secrétaire générale de la
CGT Pénitentiaire

À

Monsieur Nicolas Sarkozy, Président de la République
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS

Monsieur le Président de la République,

Hier, vous estimiez que les professionnels de la Justice, de l'administration pénitentiaire étaient responsables de la dramatique affaire de Pornic.

Aujourd'hui, vous avez invité les responsables syndicaux de l'administration pénitentiaire pour visiter *l'usine carcérale* du Sud Francilien afin qu'ils écoutent la *grand-messe* dont nous entendons parler depuis des semaines. A priori, vous souhaiteriez rencontrer les personnels et visiter une prison, nous a-t'on susurré. C'est tout à votre honneur !

Sauf que voilà, l'endroit choisi pour cette rencontre n'est pas anodin ! Ce centre pénitentiaire à gestion privée est fantomatique, sans personnels et sans personnes incarcérées : juste des murs sans voix ! Il y aurait eu pourtant tant d'agents et certainement un nombre considérable de détenus qui auraient été heureux de vous rencontrer, Monsieur le Président !

Alors, comme ces murs neufs ne peuvent encore murmurer la terrible plainte des prisons françaises ; revendiquer de meilleures conditions de travail et de détention puisque toujours vierges de douleurs, je me permets de vous écrire pour la seconde fois cette année afin de vous faire part, à nouveau, de la réalité des conséquences de vos choix et objectifs politiques.

En effet, Monsieur le Président, supprimer des fonctionnaires, réduire les dépenses publiques, appauvrir les services publics ; railler l'institution judiciaire, utiliser des drames pour toujours renforcer la répression ; accroître les inégalités sociales, a et a eu des répercussions désastreuses sur l'ensemble de la chaîne pénale. L'administration pénitentiaire est le dernier maillon de cette chaîne.

Vos choix et objectifs politiques ont engendré et engendrent une surpopulation carcérale endémique, une surcharge de travail épuisante pour les personnels, une détérioration des conditions de travail et de détention, une souffrance croissante dans les prisons et services avec toujours plus de suicides, d'agressions, d'accidents de travail.....C'est l'abîme d'un côté comme de l'autre ! La CGT pénitentiaire se bat au quotidien pour que cette réalité cesse et que nous ayons les uns et les autres des conditions de travail et de vie dignes et respectées.

Les agents de l'administration pénitentiaire, comme tout un chacun en ont assez de payer pour des crises économiques dont ils ne sont en aucun cas responsables. Ils n'acceptent pas de subir des restrictions budgétaires sous des prétextes fallacieux ; ne jamais voir leurs salaires augmenter et leurs conditions de travail s'améliorer ! Accepterez-vous encore longtemps de voir les fonctionnaires et agents de l'administration pénitentiaire mettre fin à leurs jours de

plus en plus souvent ? Accepterez-vous encore longtemps le surréaliste et inacceptable taux de suicides des détenus dans les prisons françaises ? Accepterez-vous encore longtemps que les prisons soient une des hontes de la République Française ?

La CGT Pénitentiaire ne souhaite pas vous entendre formuler la litanie habituelle ! Nous voulons des actes forts, osez le changement progressiste économique, budgétaire, politique en matière pénale et dans tous les domaines. Cessez de prendre aux pauvres pour donner aux riches, de prendre aux travailleurs pour donner aux actionnaires.

Nous vous connaissons comme spécialiste de la transformation. Aussi, nous attendons que vous nous annonciez enfin l'abandon de vos choix politiques ultralibéraux et supra-capitalistes !

Aussi, la CGT Pénitentiaire expose ses revendications. Nous voulons :

- **des services publics riches, efficaces, modernes, humanistes porteur d'égalités sociales ;**
- **un service public pénitentiaire humain et de qualité dans lequel les personnels soient considérés et reconnus dans leurs droits et où les prisons ne soient plus la honte de la République ;**
- **des conditions de travail et de détention dignes du pays des Droits de l'Homme.**

Pour cela, nous attendons de vous cet ultime changement politico-économique pré-électoral, ces actes forts, à savoir :

- **Recruter des personnels pénitentiaires, tous corps confondus, en adéquation avec les besoins réels du terrain ;**
- **Revaloriser les missions des personnels et leurs qualifications ;**
- **Améliorer les salaires ;**
- **Opter pour une politique réelle pour lutter contre le sur-suicide des personnels ;**
- **Cesser le management maltraitant ;**
- **Respecter les personnels en leur accordant les droits fondamentaux d'expression et d'action ;**
- **Associer les personnels à tout changement conséquent des conditions de travail ;**
- **Réorienter catégoriquement la politique pénale en priorisant la prévention et les alternatives à l'incarcération ;**
- **Travailler sur la prévention du sur-suicide des personnes incarcérées ;**
- **Prioriser le travail social pour les personnes placées sous main de justice ;**
- **Cesser de privatiser les prisons et réengager l'Etat dans ces financements ;**
- **Construire des prisons à taille humaine.**

La CGT Pénitentiaire que je représente espère ne pas être venue à Réau pour voir des murs d'enceinte ou entendre des discours d'autosatisfaction ! Les annonces devront être percutantes !

Ne soyez pas sourd, entendez le murmure qui monte des prisons et des services pénitentiaires. Il vient de partout en France : écoles, tribunaux, hôpitaux, services publics, entreprises privées ou publiques ; c'est le bruit de la souffrance collective, celui qui appelle le changement radical !

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, mes sincères et citoyennes salutations.

C. Verzeletti,
Pour la CGT Pénitentiaire

Réau, le 13 septembre 2011